



HAL
open science

Vers une transition énergétique citoyenne

Frédéric Bally

► **To cite this version:**

Frédéric Bally. Vers une transition énergétique citoyenne. Rives Méditerranéennes, 2015, 51, pp.67-79. 10.4000/rives.4940 . halshs-03141400

HAL Id: halshs-03141400

<https://shs.hal.science/halshs-03141400>

Submitted on 15 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vers une transition énergétique citoyenne

La réappropriation des questions environnementales par les acteurs ordinaires

Frédéric Bally



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/4940>

DOI : 10.4000/rives.4940

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2015

Pagination : 67-79

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Frédéric Bally, « Vers une transition énergétique citoyenne », *Rives méditerranéennes* [En ligne], 51 | 2015, mis en ligne le 15 octobre 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/4940> ; DOI : 10.4000/rives.4940

Vers une transition énergétique citoyenne

La réappropriation des questions environnementales par les acteurs ordinaires

Frédéric BALLY

Université Grenoble-Alpes, UMR LLSETI, CNRS

Résumé : Auparavant simple matière permettant le progrès, l'énergie a acquis aujourd'hui un statut social autonome : elle fait l'objet d'une révolution symbolique et épistémologique. Elle devient l'enjeu d'innovation sociale, aussi bien pour l'attractivité des territoires comme pour les entreprises. À ce titre, les acteurs ordinaires mettent en œuvre des initiatives de formes diverses, proposant par là une définition citoyenne de la transition énergétique et du développement durable. Porteuses de changement face à la métamorphose nécessaire de la société, ces initiatives citoyennes se multiplient, s'inventent et prennent silencieusement place sur les territoires. Au travers de cette contribution, nous nous attacherons à montrer la manière dont ces initiatives témoignent d'une réappropriation citoyenne des questions énergétiques en renouvelant une approche *bottom-up*.

Abstract: Yesterday simple substance, which allowed development, energy had acquired today an autonomous social status: it is subjected to a symbolic and epistemological revolution. Energy became stakes of social innovation, as well as for territories attractivity and for enterprises. As such, ordinary actors applying multiples initiatives, taking diversity in forms, proposing in this way a citizen definition of sustainable development and of energy transition. Carriers of change in front of a necessary metamorphosis of the society, these initiatives elaborating themselves, multiplying themselves and taking silently place on the territories. Within this paper, we propose to show how these citizen's initiatives testifying about a recovery of energy and sustainable development questions, renewing a bottom-up logic.

Les ressources se tarissent et l'énergie n'est plus infinie comme on le croyait autrefois : l'homme entre depuis quelques années dans un rapport nouveau avec l'énergie. Auparavant simple matière permettant le progrès, l'énergie a acquis aujourd'hui un statut social autonome : elle fait l'objet d'une révolution symbolique et épistémologique. Les initiatives de législateurs, directives ministérielles, sommets mondiaux et autres dispositifs *ad-hoc* viennent assoir le statut de l'énergie tout en lui conférant une force créative d'une nouvelle perspective sociale. Elle devient également l'enjeu d'innovation sociale, aussi bien pour l'attractivité des territoires que pour les entreprises.

Le protocole de Kyoto et la traduction européenne, le facteur 4, invitent les sociétés à diviser par deux la quantité de gaz de serre émis chaque année dans l'atmosphère d'ici 2050. Ces mesures construisent le départ d'une transition énergétique : elle appelle à un ensemble de changements/réorientations qui vont dans ce sens. Il s'agit d'utiliser les technologies acquises jusqu'ici pour opérer un tournant sur les comportements énergétiques, aussi bien chez les ménages comme l'étudie G. Brisepierre, que dans le domaine du transport, de l'agriculture, de l'industrie et du secteur tertiaire (Maresca, Dujin, Picard 2009). Ces démarches sont difficiles à instaurer au niveau individuel par des politiques ou des injonctions de comportements, comme le montrent les recherches de M. C. Zélem sur le sujet (Zélem 2010). Ces travaux montrent que l'énergie est également devenue un objet sociologique, consacré par l'organisation des premières Journées Internationales de Sociologie de l'Énergie en 2012. L'énergie doit donc porter le changement et chacun doit, à son niveau, devenir acteur d'une transition, d'un changement de penser et d'agir, pour consommer moins. Si le développement durable a pu donner une vision positiviste de la société tout en ne remettant pas en cause le modèle de la croissance (Buclet 2011), la transition énergétique applique une vision de réduction de l'utilisation des énergies jusque là privilégiées tout en promouvant le passage à d'autres énergies.

Il existe à ce titre une véritable demande d'action collective au niveau local, malgré des expérimentations balbutiantes selon les travaux B. Maresca. L'avant-projet de la stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD) met l'accent sur le fait qu'il est nécessaire de favoriser le contexte local, notamment en soutenant des initiatives comme les circuits courts ou bien le recyclage. Aussi, notre approche s'intéresse à ces initiatives mises en place par des citoyens. Véritables collectifs porteurs de changements et d'actions, ces initiatives citoyennes prennent des formes diverses et proposent d'autres définitions de la durabilité, de l'économie, de la place de la nature ou encore de la sociabilité.

Cet article s'interroge donc sur les potentialités citoyennes en matière d'énergie et de comportements jugés vertueux. Aussi, nous construirons notre propos autour de trois axes qui nous paraissent constituer un raisonnement à même de comprendre

ces initiatives trop peu connues qui jouent un rôle en matière de changement et de transition énergétique. Dans une première partie, nous étayerons la notion d'initiative citoyenne en proposant une typologie générale de ces mouvances tout en les présentant. Dans une deuxième partie, nous mettrons en avant l'incompréhension entre institutions et acteurs ordinaires, due à une perception divergente de la réalité et des risques. Enfin, notre propos soulignera la manière dont ces initiatives citoyennes définissent une autre transition énergétique et la nécessité de les considérer dans une approche *bottom-up*.

UNE CONSTELLATION D'INITIATIVES CITOYENNES SUR LE TERRITOIRE LYONNAIS

Force est de constater que l'idée même de développement durable a favorisé l'émergence de tout un ensemble d'initiatives citoyennes dont les logiques ne sont pas réductibles à celle d'une simple diffusion de l'escompté et de l'attendu. Il existe un bouillonnement créatif associatif, mis en œuvre par des acteurs ordinaires¹, qui vont dans le sens d'une régénération économique, politique, sociale et environnementale des territoires.

Le territoire de Lyon est par exemple le vivier d'un certain nombre d'initiatives diverses en termes de protection de l'environnement et d'innovations en matière de transition énergétique, dont nous proposons une typologie :

– des initiatives qui remettent la nature au centre de la ville et de la vie : c'est le cas des « Jardins Partagés » par exemple gérés en partie sur Lyon par l'association « Le passe-jardins² » ou des « Incroyables Comestibles », association qui veut réimplanter au centre de la ville le jardinage, les arbres et les plantes. Le but est tout autant de lutter contre la pollution que de réinitier les citoyens à la nature.

– des initiatives qui remettent la consommation durable au centre de la vie du citoyen : les AMAP, la Recyclerie de l'INSA (association étudiante), des cours gratuits de cuisine végétarienne et écologique ou encore des ateliers d'initiations au tri sélectif.

1 Nous entendons par acteur ordinaire le sens que confère à cette notion Roland Raymond, c'est-à-dire un acteur qui ne fait pas parti des arènes de décision sur une thématique donnée, en l'espèce : « *tous ceux qui sont étrangers au processus politico-institutionnel de cet objet aujourd'hui social qu'est l'énergie* ». Raymond, Roland. « Système social énergétique et mouvement créatif ordinaire ». In *Les politiques publiques de l'énergie solaire, Annales historiques de l'électricité*, n°11, décembre 2013, p.75.

2 <http://lepassejardins.fr/spip.php?rubrique2>

– des structures qui favorisent la prise de parole et l'éducation à ces thématiques : « Graine Rhône-Alpes³ » par exemple ou « Ancielà⁴ ». Ces associations veulent fournir les clés de compréhension et de prise de parole pour tous les citoyens.

– des initiatives plus passives, qui ont pour but de promouvoir le bâti écologique et des dispositifs techniques assurant des économies d'énergie : les habitats participatifs⁵ comme « le Village Vertical » de Villeurbanne en fait partie.

Il faut souligner que la ville de Lyon a une situation géographique bien particulière : malgré la grande taille de la ville, Lyon est entourée d'une ceinture verte. Ce sont donc des bassins de production, des petites exploitations essentiellement, qui encerclent la ville. Pour ces exploitations, le meilleur moyen de faire un chiffre d'affaires et de créer des emplois reste de se tourner vers le circuit court : AMAP, vente à des magasins de proximité, etc. Ces circuits représentent d'ailleurs l'essentiel de l'aide publique aux initiatives citoyennes, à travers des subventions de l'État (fonds agricole européen pour le développement rural) et des structures du territoire, comme le Projet stratégique pour l'agriculture et le développement rural (PSADER)⁶.

Il nous semble important de revenir sur le caractère citoyen de ces initiatives en prenant pour exemple les AMAP et les habitats participatifs :

– AMAP : le concept est né dans les années 60 au Japon. Des mères de famille s'inquiétaient des conséquences de l'intensification de l'agriculture et avaient peur d'empoisonner leurs enfants. Elles se sont regroupées pour passer un contrat avec un agriculteur : en échange de la garantie d'achat de ses productions sur une période donnée, l'agriculteur s'engageait à produire sans ajouts chimiques. Ce sont les premiers Teikei qui naissaient alors : « Mettre le visage du paysan sur les aliments ». Le concept s'exporta aux États-Unis sous le nom de CSA : « Community Supported Agriculture », dans la région de New York. Il s'agissait de répondre à la diminution importante du nombre d'agriculteurs. Le concept traversa les frontières jusqu'au Canada et ensuite en Grande-Bretagne avant d'être pensé et repris par Daniel Vuillon en France, dans un article⁷ de janvier 2000. Depuis, les AMAP se développent autour des villes et font l'objet de diverses subventions par la ville de Lyon.

– Habitat participatif/habitat collectif : les projets contemporains d'habitats participatifs sont les héritiers de mouvements nés au cours du xx^e siècle. On

3 <http://www.graine-rhone-alpes.org/index.php.html>

4 <http://www.anciela.info>

5 Gérés et soutenus à Lyon par l'association Habicoop.

6 Le PSADER est mis en place sur toute l'agglomération lyonnaise et est issu de la concertation entre acteurs associatifs, acteurs institutionnels et professionnels ainsi que les représentants des communes. L'objectif principal est de préserver l'attractivité du territoire en termes économiques et résidentiels.

7 <http://www.reseau-amap.org/docs/AMAPjanv2000.pdf>

citera par exemple les « sociétés coopératives d'habitation à bon marché » qui permettaient aux revenus modestes d'accéder à la propriété *via* des formules comme la location-attribution ou la location-coopérative. Le « Mouvement des Castors », apparu après la Seconde Guerre, permet aux ménages de combler des manques d'apport pour l'achat en offrant une aide sur les chantiers. Dans les années 1970, en plein dans le « retour à la nature » (Hervieu-Léger, Hervieu 2005), des expérimentations d'habitats groupés se rassemblent sous la bannière du mouvement pour l'habitat groupé autogéré. Il s'agissait de rendre les habitants maîtres de leur lieu de vie, qu'ils partageaient avec d'autres. Aujourd'hui, les habitats participatifs réunissent des citoyens désireux de s'extirper du marché immobilier et d'apporter des plus écologiques au bâti.

Ces deux exemples mettent en exergue toute la vitalité qui habite les acteurs ordinaires capables d'impulser des mouvements de métamorphose de la société vers le haut. Ces initiatives mettent également en relief un profond décalage sur les questions énergétiques et environnementales, entre vision ordinaire et vision institutionnelle.

AU FONDEMENT DE CES INITIATIVES : UN DÉCALAGE DE VISION DE LA RÉALITÉ ENTRE INSTITUTION ET ACTEURS ORDINAIRES

Les initiatives des acteurs ordinaires prises en exemple ici se sont au départ cristallisées autour de regards critiques sur des dispositifs techniques de la modernité : architecture de la ville et du bâti, produits chimiques et/ou intensification de l'agriculture. En fait, ce sont les risques issus et créés par la modernité (Beck 2001) qui fondent cette réaction des acteurs ordinaires. Les différents scandales sanitaires de ces dernières années ont par exemple révélé/entériné les risques de l'alimentation moderne, mais nous pourrions également citer les risques professionnels (peur du déclassement (Maurin 2009), les risques économiques (peur de la pauvreté), risques environnementaux (peur pour la descendance et le futur), et d'autres comme le risque social (peur de la solitude (de Gauléjac 2008) ou le risque de pénurie énergétique. Bien entendu, ces risques, déclinés en peurs multiples, se construisent, en partie ou en totalité, sur la base de l'identité culturelle, sociale, des représentations et du parcours de chacun (Peretti-Watel 2003). Si le principe de l'État providence et le fonctionnement des institutions de nos sociétés prennent en charge une partie de ces risques (à travers les mécaniques assurantielles privées et étatiques), il subsiste en revanche des risques modernes (symbolisés par exemple par les risques environnementaux) qui échappent à ces mécaniques assurantielles (Mormont 2009). L'État n'est plus en mesure de promettre à ses sujets « une protection du berceau à la tombe (Bauman 2006) ».

Selon Denis Laforgue, il existerait une non-efficience de l'action institutionnelle auprès des acteurs ordinaires pour pallier ces vulnérabilités apparues avec la modernité : les deux partis étant pris dans des réalités et un monde de sens différents. En témoignent des définitions divergentes des enjeux territoriaux (Buclet, Barles 2011), de la nature (Lefebvre 2007) ainsi que des attentes liées à ces deux thématiques.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que ce sont des « systèmes d'experts » (Giddens 1994) qui régissent ou encadrent la transition énergétique, du moins en partie. Les éco-quartiers, fer de lance d'un changement au sein des villes, mettent en scène divers dispositifs techniques : ventilation double flux, solaire thermique, mini-cogénérations, sur-isolation par l'extérieur, *smarts grids*, sols écologiques, etc. Ces dispositifs prennent ainsi plusieurs formes : certains passifs jouent sur les « sources⁸ » (exposition du logement, isolation, lumière du jour, toitures végétalisées), les actifs jouent sur les « ressources » (compteur d'eau visible dans la cuisine, système de ventilation performant, jardin écologique, dispositifs économes en eau).

Les travaux de Gaëtan Brisepierre (Brisepierre 2013) sur les pratiques de consommation d'énergie dans les bâtiments à hautes performances énergétiques révèlent ainsi une nette difficulté d'adaptation des individus à ces dispositifs/ces « actants non humains (Latour 2007) » qui régissent l'économie d'énergie au sein du logement. Tant et si bien que des évaluations sur les usages de l'énergie des individus au sein des éco-quartiers ont été menées pour tenter de comprendre pourquoi la consommation était supérieure à celle escomptée durant l'élaboration du bâtiment. Selon Jean-Didier Laforgue, les éco-quartiers sont pensés pour le moment comme reflétant une idée de partage par les habitants des modes de vie nouveaux, sans pour autant qu'ils soient associés entre eux (Laforgue 2011). La dissociation entre construction, pensée et citoyen permet à l'individu de mieux connaître son logement et des dispositifs à sa disposition.

Il y a donc, en partie, décalage entre les nouvelles pratiques escomptées par les acteurs de la ville et les situations réelles auxquelles sont confrontés les acteurs ordinaires qui résident dans ces éco-quartiers. Les comportements seraient les « points aveugles des politiques de maîtrise de l'énergie (Dujin, Poquet, Maresca 2007) », ces dernières se réduisant dès lors à des mesures de sensibilisation. Ces exemples montrent l'évident décalage entre la posture institutionnelle et celle des acteurs ordinaires. D'un côté, l'on suppose un « client idéal (Becker, Chapoulie 1998) » qu'il convient de conseiller et d'informer par un « travail sur autrui (Dubet 2002) » car les acteurs ordinaires n'ont pas au quotidien des comportements énergétiques sobres et économes. L'individu est ainsi considéré comme un être

8 La distinction est effectuée par Roland Raymond : il décrit les sources (naturelles) et ressources (différents types d'énergies travaillées par l'homme).

pensant et potentiellement moral (Chavanon, Joly, Laforgue, Raymond 2011), tout en étant gouverné par une rationalité instrumentale formelle. De l'autre côté, les acteurs ordinaires sont confrontés à tout un ensemble de « situations-problèmes (Raymond 2009) » qui vont au-delà de la simple rationalité coût/bénéfice. D'où le bilan mitigé des dispositifs financiers et réglementaires censés favoriser des comportements économes en énergie chez les populations : crédits d'impôt, TVA 5,5 %, subvention à l'achat d'un poêle à granulés, etc.

Ainsi, les dispositifs de concernement citoyens pensés par les pouvoirs publics restent d'une logique propre aux instances les pilotant (Bouard, Sourisseau, Pestana 2008), et relèvent d'une « contradiction herméneutique (Boltanski 2009) » comme l'a défini L. Boltanski : rien ou presque ne porte notre regard vers la vision des acteurs ordinaires et les initiatives privées qui prennent place sur les différentes scènes locales. Certes, ces acteurs ordinaires sont très peu présents dans les arènes de concertation prévues par les institutions (Raymond, Laforgue, Chavanon 2011). Pourtant, ils ne sont pas nulle part. Ils évoluent sur le territoire et construisent leur propre définition de la réalité. Le rapport 2011 de la Nef, coopérative financière offrant des solutions d'épargne et de crédit pour des projets à visée écologique, sociale ou culturelle⁹ montre toute la vitalité et la diversité de ces initiatives qui ne prennent pas forcément pour objet le développement durable ou la transition énergétique. L'éco-citoyenneté reste un produit d'État, tout comme le concept de développement durable (Buclet 2011) et les acteurs ordinaires, comme on a pu le voir au travers de ces exemples, ne se projettent pas d'emblée dans cette conceptualisation (Raymond, Laforgue, Chavanon 2011).

POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE CITOYENNE : LES INITIATIVES POSENT LES BASES D'UNE APPROCHE *BOTTOM-UP*

Si la démarche *top-down* prévalait il y a encore quelques années en action publique, l'approche *bottom-up* est devenue, sur les politiques locales de développement durable, un nouvel enjeu, *via* notamment des démarches de démocratie participative. Rappelons que le *top-down* est une approche qui vient du haut pour s'appliquer à la base, tout en simplifiant et en réduisant la complexité du contexte. Le *bottom-up*, c'est un mouvement d'information de la base vers le haut, qui se base sur des approches participatives. Le débat sur la transition énergétique se base justement, en partie, sur une approche de démocratie participative *via* différents débats citoyens organisés sur le territoire.

Les décalages ici soulignés mettent en exergue les limites de la logique *top-down* des approches étatiques en termes de transition énergétique. L'injonction à

9 <http://fr.calameo.com/read/00241690137c69af9d183> ou http://www.lanef.com/wp-content/uploads/2015/04/rapport_annuel_2011_complet_ok3.pdf

se comporter en éco-citoyen n'est pour l'instant pas un succès, même si les chiffres témoignent d'une conscience environnementale en hausse en France. Mais ces décalages entre vision citoyenne et vision institutionnelle expliquent également les carences de l'approche actuelle de démocratie participative. En effet, malgré les qualités des forums hybrides (Callon, Lascoumes, Barthe 2001) étudiés par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe ainsi que des jurys de citoyens et autres forums de concertation (Flamand, Nez 2010), ces arènes de l'actuelle démocratie participative ne fonctionnent pas encore pleinement de manière citoyenne selon eux. On est plus, selon Patrick Peretti-Watel, dans une « logique de consultation du public (Peretti-Watel 2003) », que dans une logique de concertation véritable en matière de politiques publiques.

Le débat sur la transition énergétique, s'il fait effectivement participer des associations comme « négaWatt » et se décline en de multiples débats territoriaux, est cependant encore loin de passer de la théorie à la pratique¹⁰. Le débat national propose des instances de consultation du public sur le modèle des formes de participations circonstanciées, que l'on peut voir au Danemark par exemple. On est malheureusement plus dans l'imposition d'un savoir expert que dans un véritable dialogue selon P. Lascoumes. Ces débats restent une sorte de coquille vide permettant de légitimer une action publique centrée sur une certaine vision de la réalité et des risques pour le présent et l'avenir. Finalement, le problème de rapprochement entre profanes et experts vient toujours se confronter à cette vision bien particulière de la participation des citoyens, malgré les efforts réalisés par les experts pour informer les populations (Irvin, Stansbury 2004). Agnès Thouvenot parle même « d'échec de la démocratie participative (Thouvenot 2012) ».

Dans ce contexte, les initiatives des acteurs ordinaires apparaissent comme un libre moyen d'expression et d'association : un moyen non seulement d'espérer reprendre possession du présent (Ariès 2013), de réduire « l'entropie de la modernité (Georgescu-Roegen 1995) » mais aussi de redévelopper ses « capacités (Sen 2012) ». Dit autrement, c'est l'intelligence collective qui apparaît comme une réponse adéquate au fait que l'État social/environnemental ne se soit pas adapté aux différentes problématiques qui sont le cœur des préoccupations des acteurs ordinaires. Encore aujourd'hui, ces initiatives se construisent sur des manques de l'État et sur des critiques patentées de son fonctionnement : elles offrent ainsi une autre conception de la réalité, de la transition-énergétique et du développement durable.

La force des initiatives citoyennes est ainsi de proposer un cadre global et citoyen du changement : leurs objectifs révèlent des actions touchant aussi bien au développement durable, à la sociabilité, qu'à l'économie locale, etc. Elles s'intègrent

10 Conférence annuelle de la chaire développement durable, Transition énergétique et sobriété : enjeux et rôles de l'échelon territorial, Table ronde n°2 Transition et sobriété à l'échelon territorial : quelles initiatives sur le terrain ?, 30 octobre 2013.

dans un mouvement du « faire autrement » tout en étant le terreau d'innovations pour la transition énergétique :

– « Anciel » par exemple, se propose de promouvoir la démocratie et la prise de parole citoyenne. Au travers de plusieurs sites internet, elle recense les initiatives et idées des citoyens, pour ensuite les proposer lors de réunion bimensuelle avec un responsable du Grand-Lyon. Son responsable veut que chaque citoyen puisse « prendre la parole, proposer et s'informer¹¹ ». Ils organisent également des réunions où ils présentent des initiatives locales diverses y compris dans les universités. Des interventions orales dans des écoles sont également courantes. Le but est de promouvoir un niveau d'idée, de pensée, propre à une définition citoyenne du changement.

– AMAP : les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne représentent le circuit court par excellence. Les AMAP désirent rapprocher producteur et consommateur en donnant, d'un côté, une valorisation de l'exploitation et de ses produits, et de l'autre, la possibilité d'avoir des légumes/viandes/fruits locaux. L'idée est de réduire les trajets de la nourriture tout en développant les exploitations locales. Le territoire lyonnais a vu une augmentation très rapide des AMAP de 2005 à 2009, passant de 5 AMAP à presque 40. C'est un succès d'origine citoyenne qui se généralise, au point d'avoir des listes d'attentes de consommateurs qui désirent prendre part à l'aventure.

– habitats collectifs ou participatifs : des habitants qui veulent construire et gérer un lot d'habitations (appartements ou maisons individuelles) et qui gèrent le projet de A à Z. Le but est de se réapproprier un espace de vie individuel et collectif, hors des spéculations du marché immobilier, tout en construisant selon ses volontés, généralement écologiques. Là encore, la résurgence de ces habitats participatifs ces dernières années et la forte demande qu'ils génèrent montrent combien la vision citoyenne de l'habitat a du succès et a su se saisir des problématiques, des risques perçus par des acteurs ordinaires.

– des initiatives de troc, de recyclage, d'échange de biens¹² montrent qu'au niveau local, les solutions sont concrètes. Le but est ici de redonner une existence longue et durable aux biens de consommation, que ce soit en les échangeant, en les prêtant ou en les réparant.

– des initiatives citoyennes ont également fait l'objet d'une normalisation institutionnelle, montrant ainsi la potentialité et la pertinence de cette logique *bottom-up*. Citons par exemple, l'agriculture biologique qui fait partie intégrante aujourd'hui du paysage de la consommation (dite également « consommation collaborative ») dans la société française.

11 <http://www.democratie-durable.info>

12 Par exemple : <http://sel.lyon.rivegauche.free.fr>

Cette batterie d'initiatives émanant d'acteurs ordinaires cherche à transformer l'espace public et l'espace privé, en posant des engagements durables plutôt que des rencontres occasionnelles et fugaces. Elles s'inscrivent dans la recherche de liens solides, à l'opposé des « engagements post-it (Ion 2001) ». La réappropriation citoyenne se base sur un des paradoxes de la modernité : alors même que la solidarité s'estompe entre individus¹³, tout un chacun doit faire confiance à autrui pour garantir le fonctionnement de son quotidien. En effet, l'ensemble de biens et services de consommation est régi par des « systèmes d'experts¹⁴ » : les citoyens n'ont plus la maîtrise, ou très peu, de ce qui fonde leur quotidien. Les biens de consommation sont de moins en moins réparables et les processus, les matières qui les constituent sont de plus en plus opaques. Il en va de même pour la nourriture. Il apparaît donc comme allant de soi pour des citoyens de reprendre possession de ces paramètres qui deviennent de plus en plus flous.

Ces initiatives des acteurs ordinaires posent les bases d'un « faire autrement » général, que ce soit en termes de logement, d'alimentation, d'achat, de conduite sur la route, de comportement, etc. Formulé d'une autre manière, elles construisent un nouvel univers de sens, une réalité où les acteurs retrouvent un certain contrôle sur ce qui constitue leur quotidien, faisant ainsi face, aux défaillances de l'État et aux incertitudes (Beck 2001) de la société moderne. Il est ainsi possible de parler de résilience¹⁵ des acteurs ordinaires face à des changements et des risques permanents. John Urry dans son ouvrage de référence *Sociology beyond Societies*, parle d'une nouvelle forme de citoyenneté qui doit se constituer, dont la responsabilité se tourne vers la terre et vers l'humain (Urry 2005). Une citoyenneté incarnée par ces initiatives, qui donnent la possibilité aux individus de redévelopper une « sécurité ontologique (Giddens 1994) ».

Dit autrement, les initiatives des acteurs ordinaires définissent une autre transition énergétique, empreinte des multiples risques que les acteurs perçoivent à leur niveau et des situations qu'ils expérimentent au quotidien en relation avec l'énergie et l'environnement. Elles permettent un partage, des échanges, une prise de parole et donc une « communalisation (Raymond 2009) » des expériences entre acteurs ordinaires confrontés à des injonctions au changement de comportement face à l'énergie. Cette communalisation est un levier du changement bien plus efficace (Brisepierre 2013) que des prescriptions faites par le haut, puisqu'elle permet aux acteurs ordinaires de tenter de « faire face et s'en sortir (Chatel, Soulet 2003) » dans une logique de changement. Malheureusement, elles restent encore

13 Une notion elle-même performative et issue du processus d'individuation de la modernité avancée.

14 Domaines techniques et savoir-faire professionnel, qui restent opaque au consommateur dans la plupart des cas. Anthony Giddens, *op.cit.*

15 Un concept mis en avant pour la gestion des crises et des risques en géographie et en politique, et qui fait espérer de nouvelles approches en la matière.

largement ignorées par l'action publique et les acteurs politiques, car non portées par des experts et non adaptées/traduites aux codes institutionnels.

CONCLUSION

Telles que nous les avons décrites, les initiatives que peuvent incarner les acteurs ordinaires participent à la vie locale et donnent à voir des exemples d'actions pertinents pour l'action publique. En effet, ces initiatives reconstruisent un univers de sens sur le territoire avec des réalisations concrètes en matière de développement durable, de développement territorial ou encore de socialisation. Elles proposent ainsi des solutions concrètes à différents risques inhérents à la société moderne et pallient certains manques en matière d'action publique.

Il est important, selon Nicolas Buclet (Buclet 2011), de mesurer et d'analyser les résultats obtenus par ces initiatives locales afin que ce soit utile aux acteurs impliqués et pour *in fine* contribuer à leur amélioration. L'évaluation doit donc accompagner voire légitimer ces processus émergents pour les traduire et les rendre visibles aux yeux de l'action publique.

D'autant plus que ces acteurs ordinaires, en tant qu'habitants, citoyens voire professionnels apportent une certaine expertise *via* ces processus, qui est mobilisable dans une optique de démocratie participative. Cependant, les décalages de perception et d'interprétation entre institution et acteurs ordinaires restent un frein conséquent. Il importe donc, par l'évaluation de ces initiatives, de les traduire afin de les rendre également visibles pour l'action publique. Une telle mise en marche permettrait également de clarifier les actions de chaque collectif et d'éviter des enchevêtrements potentiels.

De toute manière, la logique *bottom-up* de ces initiatives est d'ores et déjà en marche ; il importe donc de s'y intéresser au plus vite pour continuer une transition énergétique déjà (timidement) en marche.

BIBLIOGRAPHIE

- ARIES, Paul (2013) *Le socialisme gourmand : le bien-vivre*. Paris : La Découverte.
- BAUMAN, Zygmunt (2006) *La vie liquide*. Trad. fr. ROSSON, Christophe. Rodez : Le Rouergue- Chambon.
- BECK, Ulrich (2001) *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité*. Trad. fr. Bernardi, Laure. Paris : Aubier.
- BECKER, Howard Saul et CHAPOULIE, Jean-Michel (1998) *Outsiders : études de sociologie de la déviance*. Trad. fr. BRIAND, Jean-Pierre. Paris : A.-M. Métailié.

BOLTANSKI, Luc (2009) *De la critique : précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard.

BOUARD, Séverine, SOURISSEAU, Jean-Michel et PESTANA, Gilles (2008) La participation des acteurs locaux à l'élaboration et l'évaluation des politiques publiques de développement durable en Nouvelle-Calédonie. *Revue électronique EchoGéo* n° 7.

BRISEPIERRE, Gaëtan (2013) Pratiques de la consommation d'énergie dans les bâtiments performants : consommations théoriques et consommations réelles, in *Les Chantiers Leroy Merlin* source n°1.

BRISEPIERRE, Gaëtan, BESLAY, Christophe, VACHER, Thibault et FOUQUET, Jean-Philippe (2013) L'efficacité comportementale du suivi des consommations en matière d'économie d'énergie dépend des innovations sociales qui l'accompagnent. Paris : ADEME/ GrDF.

BUCLET, Nicolas (2011) *Le territoire, entre liberté et durabilité*. Paris : Presses universitaires de France.

BUCLET, Nicolas et BARLES, Sabine (2011) *Écologie industrielle et territoriale : stratégies locales pour un développement durable*. Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.

CALLON, Michel, LASCOURMES, Pierre et BARTHE, Yannick (2001) *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.

CHAVANON, Olivier, JOLY, Odile, LAFORGUE, Denis, RAYMOND, Roland et TABOIS, Stéphanie (2011) *Le scénario facteur 4 : les rhétoriques institutionnelles au regard des conduites ordinaires en matière de consommation d'énergie. : Développement durable et territoires*, vol. 2, n°1. Mis en ligne le 25 février 2011.

CHATEL, Vivianne et SOULET, Marc-Henry (dir.) (2003) *Agir en situation de vulnérabilité*. Sainte-Foy, Québec, Canada : Presses de l'université de Laval.

Commissariat Général au Développement Durable (2014) *Opinions et pratiques environnementales des Français en 2013*. Paris : Commissariat Général au Développement Durable.

DE GAULEJAC, Vincent (2008) *Les sources de la honte*. Paris : Desclée de Brouwer.

DUBET, François (2002) *Le déclin de l'institution*. Paris : Éditions du Seuil, coll. L'épreuve des faits.

DUJIN, Anne, POQUET, Guy et MARESCA, Bruno (2007) *La maîtrise des consommations dans les domaines de l'eau et de l'énergie*. Paris : CREDOC.

FLAMAND, Amélie et NEZ, Héloïse (2010) *La démocratie participative inachevée : genèse, adaptations et diffusions*. Gap : Y. Michel.

GEORGESCU-ROEGEN, Nicholas (1995) *La décroissance : entropie, écologie, économie*. Trad. fr. Ivo RENS et Jacques GRINEVALD. Paris : Éd. Sang de la terre.

- GIDDENS, Anthony (1994) *Les conséquences de la modernité*. Trad. fr. Olivier MEYER. Paris : L'Harmattan.
- HERVIEU-LEGER, Danièle et HERVIEU, Bertrand (2005) *Le retour à la nature : « au fond de la forêt... l'État »*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- ION, Jacques (2001) *L'engagement au pluriel*. Saint-Étienne : Publications de l'université de Saint-Étienne.
- IRVIN, Renee A. et STANSBURY, John. (2004) *Citizen Participation in Decision Making: Is It Worth the Effort?* New York : Public Administration Review vol. 64, n° 1, p. 55-65.
- LAFORGUE, Jean-Didier (2011) « Habiter le développement durable ». Tours : FORS-Recherche Sociale n° 200, p. 75-78.
- LATOURE, Bruno (2007) *Changer de société, refaire de la sociologie*. Trad. fr. Nicolas GUILHOT. Paris : La Découverte.
- LEFEBVRE, Rémi (2007) « Les élus : des acteurs peu dialogiques du débat public ». Paris : Recherches, p. 207-218.
- MAURIN, Éric (2009) *La peur du déclassement : une sociologie des récessions*. Paris : Seuil.
- MARESCA, Bruno, DUJIN, Anne et PICARD, Romain (2009) *La consommation d'énergie dans l'habitat entre recherche de confort et impératif écologique*. Paris : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie.
- MORMONT, Marc (2009) « Le sociologue dans l'action collective face au risque », *Développement durable et territoires* [En ligne], Varia.
- PERETTI-WATEL, Patrick (2003) *Sociologie du risque*. Paris : A. Colin.
- RAYMOND, Roland. *Changer. Sociologie vitaliste des conduites ordinaires*. Fribourg : Université de Fribourg, 2009.
- RAYMOND, Roland (2013) Système social énergétique et mouvement créatif ordinaire. In *Les politiques publiques de l'énergie solaire, Annales historiques de l'électricité*, n°11, p. 75.
- RAYMOND, Roland, LAFORGUE, Denis et CHAVANON, Olivier (2011) *Acteurs ordinaires et environnement. De l'absence des acteurs ordinaires dans les dynamiques technocratiques de concertation à leur présence possible dans un Processus de Concertation Distribuée*. Paris : Université de Savoie, Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, 230 pages.
- SEN, Amartya (2012) *L'idée de justice*. Trad. fr. Paul CHEMLA et Laurent ELOI. Paris : Flammarion.
- THOUVENOT, Agnès. *Politique de la ville. Reconnaître le pouvoir d'agir des citoyens*. Paris : La Gazette des communes n°2151, 26/11/2012.
- URRY, John (2005) *Sociologie des mobilités : une nouvelle frontière pour la sociologie ?*

Trad. fr. Noël BURCH. Paris : A. Colin.

ZELEM, Marie-Christine (2010) *Politiques de maîtrise de la demande d'énergie et résistances au changement : une approche socio-anthropologique*. Paris : L'Harmattan.